Centre de ressources Ville caraïbe

Atelier de qualification des acteurs de l'insertion et du développement territorial

Atelier 1 : Eléments d'état des lieux de l'insertion sur les Territoires de la CACEM (Compte rendu)

Mercredi 19 septembre 2012
Espace Aéroservices. 8h30-13h00

Déroulement de l'atelier

Présentation introductive des enjeux et de l'ambition des ateliers de qualification……. Page 3
(Président de la CACEM-Présidente de l'ADEICEM) / Centre de ressources Ville caraïbe)

Eléments d'état des lieux de l'insertion sur la CACEM à partir de l'expérience
De 2 outils le PLIE et la Mission locale : **…… …… Page 5**

Regards croisés sur l'insertion au sein des Villes…… Page 11

Echanges d'expériences autour des contraintes et difficultés rencontrées dans
La mise en œuvre de projet d'insertion mais aussi des perspectives sur le Centre…… …. Page 17

Intervention de Mr JONCKART (Expert conseil) qui réalise un Diagnostic de
L'Insertion sur le territoire de la CACEM…… …. Page 23

Présentation d'éléments de stratégies pour le développement économique
et l'emploi sur le territoire de la CACEM…… . Page

Contexte

La situation économique et celle du chômage en Martinique sont préoccupantes. Les effets en chaînes de la crise financière ont pu alimenter la morosité ambiante, celle-ci est encore plus criante au niveau de certains quartiers prioritaires et du centre de la Martinique. Des associations qui maintenaient le lien social et créatrice d'emplois, doivent licencier, plus généralement toutes ces structures sont appelées à renforcer leur dimension économique dans un contexte de raréfaction des finances publiques.

Dans ce cadre, la gouvernance régionale du développement local est en train de se mettre en place avec comme chef de file la Région. Des initiatives en faveur de l'économie sociale et solidaire sont en bonne voie autour du pilotage de la CRESS. Au-delà, il existe un ensemble d'organismes tels que le PLIE d'agglomération, qui ont un rôle majeur dans la mise en activité des personnes exclus et plus globalement du développement économique et de l'emploi.
Ces thématiques du développement de l'activité économique et la question de l'emploi constituent, aujourd'hui encore plus, des enjeux majeurs pour la cohésion sociale et le développement social des territoires. La politique de la ville a été à l'origine de dispositifs en faveur de l'insertion qu'il s'agit aujourd'hui de bien positionner comme outils du développement économique et de cohésion sociale (PAIO, PLIE, Mission locale, Maison de l'emploi, Clause d'insertion- ANRU, ZFU, …)

La situation des publics et des territoires les plus en difficulté qu'ils soient urbains, péri urbain ou ruraux demandent dans ce contexte particulier de mieux connaître les expériences qui marchent, les dispositifs pertinents à faire fonctionner ou à inventer, les échelles pertinentes d'intervention ainsi que de favoriser la mobilisation et l'interpellation réciproque des acteurs de ce secteur.
Dans ce sens, l'ADEICEM, en partenariat avec les acteurs du développement économique et de l'emploi met en place une démarche formative et d'échanges d'expériences dans l'objectif de qualification collective et d'une plus grande lisibilité des acteurs et de leurs actions dans ce secteur. En positionnant notamment les documents stratégiques et projets globaux et multidimensionnels comme outils pouvant mobiliser les acteurs sur la question du développement d'activités et de l'insertion dans les territoires les plus en difficulté du Centre de la Martinique.
En faisant sortir des représentations et schémas habituels, notamment en appréhendant les publics et les territoires considérés comme encore plus en retard de développement comme des territoires à fort potentiel. En favorisant les projets impactant pour l'appui à la multiplication des initiatives sur les territoires ? Comment relancer l'alliance des acteurs économiques, sociaux et urbains vers l'objectif de rendre ces territoires attractifs et lieux de créations d'activités et d'emplois ? Comment capitaliser l'expérience martiniquaise en matière d'insertion professionnelle et sociale à partir des acteurs du Centre ?

Comment articuler ces trois dimensions entre elles ?

- La dimension urbaine et territoriale qui impulse le développement économique
- La dimension économique qui alimente le projet urbain et territorial
- La dimension sociale qui mise sur les ressources humaines et l'emploi et sur le développement d'activités au service des habitants et des quartier et territoires en difficultés.

Objectifs des Ateliers trimestriels

- Connaissance et diffusion des bonnes pratiques en matière de projets d'insertion et de développement économique territorial.
- Faire se connaitre et faire monter en compétences les équipes et référents des PLIE et les acteurs et outils du développement économique et plus largement du développement social urbain.
- Permettre l'émergence de projets innovants d'insertion par une approche globale du développement territorial.
- Capitaliser les expériences en la matière et produire et diffuser des outils méthodologiques.

Modalités

- 4 Ateliers de qualification réunissant un public : de coordinateurs PLIE et référents mais aussi des acteurs de développement économique, social et développement urbain et territorial, d'élus, chefs de services, d'associations représentatives, etc…
- Une rencontre de 4 heures tous les 2/3 mois dans un cadre d'Atelier d'échanges de pratiques (pas plus de 40 personnes)
- Identification des besoins de qualification et propositions en corrélation
- Appropriation et autogestion progressive des ateliers
- Animation des ateliers faite par le Directeur du Centre de ressources et un représentant du PLIE de la CACEM.
- Des intervenants divers et des mobilisations d'expertises différentes selon les thématiques.
- La production d'actes des ateliers et d'outils de capitalisation.
- La production d'éléments de diagnostics et de préconisations pour l'amélioration de la mise en place de projets de développements économiques et d'insertion.

Eléments d'état des lieux de l'insertion sur les territoires de la CACEM à partir de l'expérience de 2 outils, le PLIE et la Mission locale.

PLIE d'agglomération de la Cacem - Adeicem (Mme GROMAT)

Association créée en juillet 2008, structure satellite de la Cacem qui a la mission d'animation et de gestion du Plan local pour l'insertion et l'emploi (Plie de la Cacem). Ce Plie communautaire a été créé dans la continuité des Plie communaux, Lamentin, Fort-de-France et Schœlcher et le PIE de Saint-Joseph. Il a la mission de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique territoriale concertée d'insertion professionnelle et sociale des publics en difficulté. L'Adeicem travaille sous l'égide d'un protocole d'accord de 5 ans qui fixe les grandes orientations et les publics prioritaires du Plie. Protocole qui a été signé en 2009 par le Président de la Cacem, le Préfet, le Président du Conseil Général puis en 2011 le Président du Conseil régional.
Pour l'année 2012 : L'Adeicem s'est positionnée comme la structure garante de la cohérence et de la complémentarité des politiques publiques d'insertion et d'emploi sur le territoire de la CACEM.

Avec des Axes forts d'intervention :
1. Assurer une ingénierie de l'insertion des personnes en difficulté à l'échelle communautaire tout en apportant des réponses de proximité : traduction d'une volonté politique des élus de la Cacem qui s'est concrétisée par :
- une répartition géographique du territoire en sous territoires Schœlcher- Fort de France - Lamentin – Saint-Joseph, de façon à faciliter l'intervention du référent et la proximité des participants du Plie et par la signature de conventions particulières de collaboration avec les villes qui mettent des locaux à disposition des participants du PLIE.

2. Ingénierie de la clause d'insertion dans le cadre d'une note de service identifiée : développement de collaboration avec la ville de FDF, la Simar, le RSMA avec le GIP GPV dans le cadre de l'Anru.
-Projet de convention de collaboration pour la mise en œuvre de la clause dans les projets identifiés de la Région ; projet mené avec les facilitateurs clauses des EPCI du nord et du sud qui devrait en même temps que la signature des conventions régions se concrétiser par l'élaboration d'une charte de collaboration des facilitateurs clauses, de la Martinique,
- Le Plie de la Cacem devra bientôt signer la charte locale d'insertion de l'ANRU sur le territoire de FDF

3. Développer le partenariat institutionnel et financier : convention pluriannuelle avec la Cacem qui permet de projeter les interventions à moyen termes :
- Des réponses favorables du Conseil général et du Conseil régional aux demandes de subventions
- proposition de convention de collaboration qui est à l'étude avec le Conseil général autour de la mise en œuvre du RSA sur le territoire
- Développer des partenariats opérationnels à travers les instances de concertation et de suivi de la programmation du PLIE (comité opérationnel et comité d'intégration et de suivi des participants qui mobilisent les acteurs de l'insertion)
- En 2010 signature avec pôle emploi d'une convention de partenariat qui permet de cadrer les interventions en matière de mise en parcours et d'inclusion des publics
- Signature bientôt d'une convention partenariale avec une structure qui mobilise les entreprises dans la restauration et l'hotellerie

4. Apporter une contribution aux instances partenariales du territoire

Aujourd'hui les efforts entrepris par l'Adeicem portent des fruits, cependant il reste de nombreux chantiers à explorer pour avancer dans la réalisation de la mission :

- Une forte préoccupation de l'efficacité de l'intervention dans les secteurs de l'IAE. Le Plie est encore trop souvent relégué au rang de financeur
- construire ensemble et en cohérence : poursuivre les efforts de collaboration voire d'une revendication, d'une intervention publique plus pertinente dans le secteur de l'IAE
- Développer le partenariat avec l'Ursiea
- Les grandes orientations données par les décideurs locaux à l'image du SCOT qui serait un schéma de développement de l'IAE permettraient de poursuivre les efforts déjà engagés, confortant l'intervention du PLIE dans ce secteur,
- contacts amorcés avec des organismes en rapport avec le monde économique qui devront se développer : permettre des sorties vers l'emploi du secteur marchand
- Les interventions sur le territoire doivent alimenter une cohérence d'ensemble.

La Milcem (Mme BALDARA)

Créée en 2006, la Mission locale est une organisation de 35 collaborateurs répartis en termes de site sur 4 communes avec des permanences animées par des conseillers en insertion. La plupart des permanences sont dans des quartiers prioritaires. 80% de ces collaborateurs sont affectés à l'accompagnement de jeunes et le reste de l'équipe regroupe des fonctions supports.

La Milcem travaille depuis 2011 sur l'identification et la typologie des jeunes qu'elle a effectivement en portefeuille sur les quartiers prioritaires du Lamentin et de Fort-de-France. Ce sont des données sur lesquelles elle n'a pas forcement de recul car c'est un travail neuf. En proportion la Milcem a plus de jeunes de niveau 5, 6 et une proportion très significative de jeunes femmes ayant des enfants à charge, à peu près 3 fois plus importante que la moyenne de la Mission locale. Sur les paramètres comme la mobilité, sur l'accompagnement et sur des volets un peu plus sociaux, il n'y a pas de données significatives étant données que l'on n'a pas à l'entrée, de recueil particulier de ces informations. C'est un travail que la Milcem envisage de partager avec un certain nombre d'acteurs pour mener dans ces dispositifs des actions sur mesure, sur ces quartiers : Accompagnement, informations, prise en charge, mise en place de parcours d'insertion avec des actions et des interventions qui s'articulent entre elles. Sur les jeunes issues des zones urbaines sensibles. La Mission locale possède un système d'informations qui permet de pouvoir faire les requêtes qu'elle souhaite selon les quartiers, on peut croiser et identifier de façon très précise un certain nombre de paramètres.

Chiffres clés : indicateurs stratégiques

- Martinique : Environ 8000 jeunes inactifs de 16 à 25 ans
- Territoire CACEM : 4732 jeunes inactifs (Enquête Emploi INSEE 2011)
  - Jeunes hommes inactifs : 2755
  - Jeunes femmes inactives : 1977

La Mission locale - 3 flux dynamiques en 2011 :

- 1557 jeunes inscrits en premier accueil
- 4937 Jeunes suivis/3795 (file active)
- 1867 jeunes en sorties positives emploi/formation

La Part de la MILCEM dans la Région est de 37,4 %

(Ratio jeunes inactifs CACEM/Jeunes inactifs Martinique) - Sur Fort-de-France en accompagnement 50% de jeunes sont des quartiers CUCS.

Le parcours d'accompagnement du jeune à la MILCEM

Au-delà du 1er entretien, se construit avec le jeune un plan d'actions, dont l'effectivité est liée à la motivation du jeune, ponctué « d'actualités »:

- Entretien individuel
- Information collective
- Atelier
- Téléphone
- Courrier
- Médiation
- Entretien avec un partenaire
- Visite

Les phases d'orientation sont imbriquées dans l'accompagnement. Le conseiller tout au long de ce parcours actualise la situation du jeune et lui propose à la fois des actions sur mesure et collectives relevant de l'offre de service de la MILCEM.

Inscription : J+15 Jours : 1er entretien avec le conseiller = 1er accueil - analyse de la demande et saisie dossier

J+5 mois : Relance du jeune si pas de nouvelles.

- 1 Jeune sur 3 inscrit en 1er accueil décroche de la Mission locale et ne poursuivra pas son accompagnement
- 56% des jeunes en suivi ont entre 22 et 25 ans
- 40% des jeunes ont un niveau égal ou supérieur au bac

La durée du parcours

Au 31 décembre 2011,

- 51% des jeunes étaient inscrits depuis moins d'un an.
- La durée moyenne 16,3 mois
- Parmi les jeunes présents à la MILCEM depuis plus de
- 24 mois : plus de 70% sont de niveau V et infra.

Répartition des sorties

- 91% ont entre 22 et 25 ans.

Les jeunes âgés de 16 à 17 ans tous sexes confondus sortent majoritairement sur un contrat d'apprentissage.

Actions liées aux projets professionnels

- Techniques de recherche d'emploi
- Sessions d'orientations approfondies
- Apprentissages des codes socioprofessionnels
- Bilans psychosociaux
- Dispositif redynamisation Jeunes CAID
- Trace ta route

Actions liées au domaine social et vie social

- Atelier budget et démarches administratives
- Ateliers santé et les kits Hygiène
- Agir pour les miens
- Forum théâtre Emploi
- Aides à la vie quotidienne
- Tickets mobilité et permis B

Constats et actions :

Le jeune :

- Décrocheur, qui décroche de la Mission locale, difficultés d'avoir un accompagnement en continu
- Typologie de jeunes « à l'extrême » : sans qualification, mais une proportion sensible croissante de jeunes ayant validé un niveau IV
- Problématique d'addictions
- Difficulté d'entrer en contact avec certains jeunes (« Abribus »)

Acteurs économiques :

- 2 mondes : « Jeunes » et « Chefs d'entreprises »
  - Idées préconçues que la pratique et les échanges balaient
  - Qui doivent mieux se connaitre

Actions liés au domaine formation

- PRFPJ
- L'ECOLE DE LA 2e CHANCE
- LADOM
- RSMA
- Ateliers de préparation aux concours para médicaux

Actions liées au domaine emploi

- Naviguer vers l'insertion
- Chantier apprentissage (matinées de l'apprentissage, séjour en exploitation agricole
- Création d'entreprises avec ADIE
- Passerelle Emploi Industrie
- Le parrainage
- Le Service Civique
- Forum des Métiers de la Défense et de la sécurité

- Sécurisation de parcours = offre de service Mission locale
- Adaptation partenariats pour intégrer nouvelles compétences
- Partenariat sur le terrain notamment en lien avec les acteurs associatifs des 4 communes
- Innover = benchmarking
- Remettre en question son offre de service

- Séjour pédagogique en ferme agricole
- Parrainage
- Emplois saisonniers

- Il existe un champ d'initiatives à mettre en place (défection des jeunes pour certains secteurs économiques, besoin des entreprises non pourvus)

- Méconnaissance du monde de l'insertion par le tissu économique et donc
  - Pour la Mission locale : Nécessite de se professionnaliser sur la relation à l'entreprise Poste CRE
  - Pour les partenaires économiques, meilleure visibilité des actions de la MILCEM
  - Au niveau national, conventionnement avec Grands groupes PME PMI

Territoire

- L'Insertion relève aussi d'une Gestion Territoriale de l'Emploi et des compétences
- Comment alimenter les acteurs de l'insertion sur les perspectives, les besoins
- en compétences du territoire afin véritablement d'engager des démarches de sécurisation de l'employabilité ?

- CEP Contrat d'étude prospective ; SPEL Focus sur le bassin d'emploi et la dynamique économique ; Outils d'opportunité : emplois d'avenir, contrats aidés

Regards croisés sur l'insertion au sein des Villes

Daniel KICHENASSAMY, Responsable du Service Insertion Ville de Fort-de-France

Le service Insertion fait partie d'un ensemble « la Direction des Solidarités et Politique de la ville ». Il accompagne dans leurs parcours des publics en difficultés d'insertion et oriente vers les différents partenaires en fonction des difficultés qu'ils présentent.

Quelques actions positives de la Ville de Fort-de-France :

Projet de socialisation ou de resocialisation et de mobilisation des jeunes

Petites opérations d'insertion menées par la Ville depuis 2003 qui date du contrat de Ville, faites à la dimension des quartiers, portées par un tissu associatif de petite taille et qui permettaient de mettre en activité des jeunes des quartiers sur des opérations d'amélioration du cadre de vie des habitants et de cohésion sociale. Ces actions reconduites pendant plusieurs années doivent aujourd'hui retrouver une dynamique.

Les chantiers de rue (Sainte-Thérèse et l'Hermitage)

Concept développé par la Ville de Fort-de-France, afin d'utiliser l'ingénierie et le savoir-faire des salariés de la Ville dans le cadre de maîtrise d'œuvre, aux côtés d'associations de quartier pour porter des opérations d'utilité sociale et répondre à des urgences du territoire.

Les grands chantiers d'insertion

Les grands chantiers d'insertion permettent de mettre à disposition des équipements de la Ville comme support d'activité. Opérations structurantes qui ont conduit à des formations de développement de compétences, d'intégration professionnelle et des certifications pour les participants.

-Rénovation du Centre culturel de Coridon : 70 postes d'insertion et plus d'une centaine de salariés.

-Rénovation de cheminements piétonniers du quartier Dillon, avec mise à disposition des toitures du stade de Dillon et récupération d'eau pluviales pour la karchérisation des trottoirs : 12 postes d'insertion.

Exemple d'opération d'adaptation des politiques et des outils d'insertion –(Opération innovante)

La Ville s'est rapprochée de la Direction du travail après l'Ouragan Dean, en 2007, pour obtenir la mobilisation des salariés de certaines structures d'insertion pour la remise en ordre des espaces.

Les Perspectives

- Du point de vue juridique : les formalisations de partenariats pour favoriser l'accompagnement des personnes en difficultés avec la Cacem, la Milcem, le Rsma, le Plie.
- La contractualisation avec l'Etat à travers le Contrat urbain de cohésion sociale, le PDRU.
- Les grands chantiers structurants existants et en devenir : Etangs Z'Abricots, TCSP, Malécon,
- Positionner dès que possible les clauses sociales au sein de ces opérations.

Moune MANGATALLE, Responsable du Sce insertion et de l'observatoire social de la Mairie du Lamentin

Le service insertion a été créé en 2009. Son but est de Favoriser les dispositifs vers l'insertion durable, un rôle de Facilitateur car il coordonne les actions sur les territoires, permet les décloisonnements. Il oriente également les publics vers les autres partenaires, etc.

Depuis 2008, création d'une Commission sanitaire et sociale dans laquelle on retrouve la Direction sanitaire et sociale, le service insertion, le service logement, le CCAS, l'OMASS, la cellule de veille et de médiation, l'Association solidarités lamentinoises, les anciens PLIE du Lamentin, GIP DSU,).

Chiffres Clés De 2009

- 4 508 demandeurs d'emplois pour 46 000 habitants (10%) sur tout le territoire
- 14% de chômage tous ne sont pas inscrits et recensés sur le territoire
- 26 443 emplois dont 14 800 occupés par des Lamentinois

Caractéristiques du chômeur :

-60% de femmes

-50%demandeurs d'emploi de longue durée

-âges de 22 à 49 ans

- ¼ alterne les périodes de CDD, de chômage et de travail au noir,

700 personnes au portefeuille, de 17 à 56 ans dont :

- 300 de -26 ans
- 250 entre 26 et 45 ans
- 180 de + de 45 ans

Difficultés

- Nombreux licenciement pour cause économique des + 45 ans - problématique importante car ces personnes portent 2 générations d'où risque de difficultés sociales fortes notamment dans les quartiers prioritaires
- Le maillage sur le territoire permet d'avoir une assise sur l'accompagnement social des personnes qui est un préalable à l'emploi
- 3 ans d'accompagnement sont nécessaires pour l'accompagnement et aucun dispositif ne le permet.

Le but sur le territoire est donc de favoriser les parcours d'insertion

- Préparer le public à entrer dans des entreprises classiques et non dans les collectivités territoriales qui n'ont plus les moyens d'embaucher.

<u>Les étapes</u>

- Mise en place d'ACI (3 sur le territoire – chantiers avec objectif de développement durable-Boutique verte mise en place par le SIFILD qui s'attache à employer des personnes qui ont des difficultés d'illettrisme)
- ASL (Association de Solidarités Lamentinoises) – opérateur privilégié au Lamentin : chantier innovant sur les espaces naturels avec espace particulier qu'est la Mangrove : sortir de l'espace vert pour arriver sur le nettoyage de la mer
- Chantier de la Ferme solidaire de Carrère : mise en place d'un contrat public privé
- Entrer dans les clauses d'insertions avec le PLIE CACEM comme accompagnateur
- Face au travail au noir et aux profils des personnes reçus mettre en place une bourse de l'emploi pour tenter d'avoir un accès à un premier emploi

Pas de modèles types d'insertion il faut multiplier les possibilités d'insertion.

Sonia MACABRE, Directrice des affaires sociales et des solidarités de la Ville de Schœlcher

La Mission insertion est née en juin 2009 avec une connotation de cohésion sociale qui fait la particularité du service.

- Chantier d'insertion avec 3 axes de travail :
  - Ingénierie de projet
  - Structuration du réseau partenarial
  - Médiation sociale et urbaine en lien avec le CLSPD

- Mise en place de permanences de proximité dans les quartiers pour améliorer l'approche des publics. Favoriser l'implication citoyenne pour développer une approche territorialisée de cohésion sociale par rapport à l'insertion, par la mise en place :
  - de référents d'insertion de quartier en lien avec les comités de quartiers et toutes les personnes ressources citoyennes des quartiers, 1ére expérimentation en mars 2012 avec le RSMA autour du dispositif « Courir pour un emploi » (intervention conjuguée de la Milcem du Pôle emploi et du RSMA et des personnes ressources) (Plus d'une centaine de jeunes se sont rapprochés du RSMA).

<u>Rappel</u> : Les référents d'insertion de quartiers permettent de casser la dynamique purement administrative : personnes retraitées, civiles, délégués de quartiers, commerçants, artisans qui ont pour mission de relayer toutes les informations concernant l'emploi et l'insertion au plus près des publics et sur le temps de vie des jeunes.

Le découpage de la commune se fait en grand secteurs d'activités. L'objectif de mettre en place une démarche territorialisée est d'activer les acteurs économiques : Les référents de quartiers commerçants et artisans permettent par exemple de mettre en emploi et en apprentissage des jeunes dans leur environnement proche.

Ville de Saint-Joseph : Le Point Insertion Emploi

Le Point Insertion Emploi est né en 2007 d'une volonté politique de mettre en place une politique d'insertion en créant un espace pour répondre aux difficultés sociales et professionnelles des publics les plus en difficultés.

- Espace de partenariats, Milcem, Adeicem, Rsma et partenaires sociaux (Appui sur le savoir-faire des partenaires)
- Répond au Problématique de mobilité
- Préaccueil pour trouver de la cohérence pour bien orienter le public avec du sens

Les 3 axes de la politique d'insertion sur le territoire : emploi, insertion et activité.

- Axe Emploi : concerne les personnes directement employables, qui ont des freins à la mobilité - Utilisation du fond autonome du CCAS pour trouver des réponses financières d'urgence (financement permis de conduire, frais de déplacements pour les démarches administratives). Recours à un indépendant pour prestation (plus valus du coté privé): « mobilisation activée à l'emploi » avec la mission de booster l'équipe municipale. Mise en place d'ateliers de remobilisation, de coaching et de préparation d'entretien à l'embauche.
- Axe Insertion : partenariat Adeicem par le biais du CISP, le pôle emploi pour l'accompagnement des demandeurs d'emploi de longue durée. Enjeux : faire venir les publics intéressés : utilisation de la démocratie participative de référents.
- Axe Activité (novateur) : Aller vers les chefs d'entreprise, Utiliser le tissu économique pour apporter des informations afin de créer une dynamique : activation du réseau des commerçants et artisans pour avoir une idée des problématiques rencontrées.

L'URSIEA

L'Ursiea à 20 ans et représente la tête de réseau des structures d'insertion par l'économie de la Martinique. Lieu de ressources en termes d'informations, de conseils, de formation, de suivi et de recherches pour les adhérents. Missions d'observatoire d'économie sociale, banque de données permettant de réaliser les statistiques ciblées en vue de promouvoir l'activité des structures d'insertion, elle mobilise un réseau partenarial multiple et conduit des structures d'insertion à des réflexions qui vont contribuer à la mise en œuvre de parcours d'insertion adaptés à ce type de problématique. Elle diffuse les informations utiles et les textes règlementaires avec des outils de communication adaptés, Elle négocie avec les partenaires sur les moyens financiers, elle met en place et en œuvre des contrats de plan Etat/Région pour des sources de financements FSE, participe aux initiatives de projets locaux, et visite les structures.

L'Ursiea possède un réseau partenarial très actif.

4 types de structures aux seins de l'Ursiea pour la Martinique :

- Les ACI (Chantiers d'insertion) - 27 ACI sont supportées par des structures qui permettent à des personnes en grandes difficultés, n'ayant pas d'accès aux dispositifs d'insertion, un apprentissage des règles nécessaires à l'exercice d'une activité.
- Les AI (Associations d'intermédiaires) – 11 AI qui ont pour objet la mise à disposition auprès d'entreprises d'associations et de particuliers ou de collectivités à titre onéreux mais à but non lucratif,
- Les EI (Entreprises d'insertions) – environ 21 EI qui produisent dans tous les secteurs économiques des biens, des services en vue de leur commercialisation.
- Les ETTI (Entreprises temporaire de travail d'insertion) - 1 ETTI qui évolue dans le cadre réglementaire du travail temporaire et utilise les offres d'emploi du secteur aux bénéfices exclus des personnes rencontrant de grandes difficultés.

Le principe commun de toutes ces structures d'insertion par l'activité économique est qu'il s'adresse à des personnes sans emplois rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières en leur permettant de bénéficier d'un contrat avec comme outil le travail, en vue de leur insertion professionnelle, de jouer un rôle actif dans la communauté et de développer des attitudes favorables à leur objectif d'insertion sociale.

Les attentes

Toutes les structures attendent que soient augmentées le nombre de parcours dans leur entreprise afin de réévaluer la durée et pouvoir répondre aux personnes exclues du marché du travail.

Pour le financement : il doit être équitable. Il est important que l'Etat assume le surcoût économique lié à l'insertion professionnelle de ces personnes, notamment le coût d'inflation non couvert dans les 10 dernières années. Ce coût de financement doit être également rétabli dans le cadre de la formation qui n'a pas subi d'indexation depuis plusieurs années.

L'IAE reste fragile, les problématiques socioéconomiques sont perpétuellement mouvantes et ces structures en étant acteurs économiques deviennent des exemples de complémentarité entre l'économique et le social à condition qu'elles puissent poursuivre leur mission dans la sérénité financière requise principalement pour le financement de l'activité du service rendu à la collectivité.

Echanges d'expériences autour des contraintes et difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de projets d'insertion mais aussi de perspectives pour le Centre

La Préfecture

1-Trop de diagnostics territoriaux ont été faits sur le Centre sans que les décideurs aient finalement une vision commune de la situation sur l'arrondissement : l'enjeu est de Centraliser les diagnostics autour d'indicateurs nécessaires à tous pour partager des pistes d'évolutions des politiques d'emploi.

2-Pourquoi un manque de résultats malgré la batterie d'outils disponibles au niveau local ? : Nécessiter de Partager ces outils par l'ensemble des financeurs – Avoir une même vision du chemin parcouru.

3. Il manque un plan d'actions partagées avec des objectifs sociaux et professionnels avec toujours l'idée que sans développement économique il n'y a pas d'insertion (Expériences de Schœlcher et de Saint-Joseph).

4. Sur des territoires différents, on retrouve les mêmes problématiques avec une volonté d'amener des réponses parfois correspondant à nos territoires et leurs spécificités : Nécessité d'aller dans la proximité. La territorialisation de l'action est en effet importante pour savoir comment construire avec les publics.

Sylvie MERLIN, Directeur des solidarités Ville de FDF/Coordonnateur du Cucs

1. Sur des territoires différents nous sommes confrontés aux mêmes problématiques, avec une volonté d'amener des réponses avec les spécificités que l'on retrouve sur nos territoires. Nous avons vu les limites des modèles existants et la nécessité d'aller dans la proximité par rapport à la complexité de l'action due au public rencontré. La notion de territorialité est importante pour savoir avec qui et comment construire avec ce public. Dans cet objectif, le Contrat urbain de cohésion sociale de la Ville de FDF a souhaité avoir une meilleure connaissance du public des jeunes de 16, 25 ans. Les jeunes les plus en marge, en défiance avec les institutions, il faut aller les chercher. C'est un public qui amène des réponses qui ne sont pas des réponses classiques. La Politique de la ville donne des crédits spécifiques pour agir et mieux répondre à l'accompagnement. Il faut qu'on arrive à se demander ce qu'il est important de faire dans la proximité pour répondre à une problématique qui ne s'applique pas au tout public. Au niveau de notre droit commun ville dans l'insertion, nous avons des réponses, des outils que nous partageons tous ensemble et il nous est donné en politique de la ville avec tous nos partenaires d'apporter une réponse.

2. Rester dans la cohérence, pour ne pas faire les mêmes choses en laissant celui qui sait faire les choses le soin de les faire.

Justin Pamphile, Conseil régional

L'intérêt de ces ateliers est de se retrouver sur des thématiques identifiées. Les allocutions des villes font ressortir premièrement l'existence de missions dont la pertinence, malgré les outils à échelle intercommunale est d'avoir sur le terrain, une proximité indispensable par rapport au public qui est identifié dans les quartiers.
Deuxièmement, le lien entre la logique d'insertion et la logique de développement économique. Sans projet de développement économique, l'insertion est reléguée au second plan. On pourrait faire beaucoup mieux concernant les montants affectés aux projets d'insertion sur le terrain.
Il y a une antinomie entre la réalité du terrain qui réclame plus de proximité et les contraintes budgétaires qui imposent d'avoir des démarches mutualisées et quelque fois à d'autres échelles.

Avec l'arrivée de la collectivité unique, il y aura un changement d'échelle qui viendra impacter l'organisation territoriale. L'existence d'outils comme la Mission locale, le PLIE et les missions villes auront toute leur place car ils seront en capacité d'anticiper la mutation grâce à leur expérience et leur recul sur le terrain.

Une réorganisation fondamentale des représentations politiques et de l'organisation sur le terrain des modes d'interventions des politiques et des modes de rencontres avec les acteurs du terrain.

Les différents diagnostics, doivent nous permettre d'être en projection par rapport aux enjeux pour intervenir de manière plus forte ou spécialiser l'intervention à la fois de de l'Etat ou des collectivités. La complémentarité est obligatoire, sachant que les champs d'intervention ne sont pas à priori les mêmes mais qu'on peut retrouver des problématiques communes.

Il faut donc retenir cette obligation de faire deux choses : - Que les outils de la Cacem continuent à avancer avec les missions villes qui ont maintenues les dispositifs. Ils travaillent à des échelles différentes avec une coordination et une cohérence indispensable.

Concernant l'IAE, il y a une urgence à mettre autour de la table le Conseil Régional, le Conseil Général, les EPCI, l'Ursiea, afin que chaque structure représentée donne la vision que les martiniquais ont de l'IAE. L'IAE ce n'est pas seulement de la mise au travail ou en contrat de personnes, c'est aussi une obligation de mettre les bénéficiaires dans des parcours d'insertion, c'est regarder les autres structures qui existent afin de voir comment on peut accompagner à la fois la professionnalisation des personnes, les encadrants techniques, la trésorerie financière, le fonds de garantie qui permet aux structures d'avoir la trésorerie suffisante pour réaliser leur opérations.

La question est maintenant de savoir comment il est possible de se mettre autour d'une table à la lumière de tout ce qui s'est dit afin que d'abord l'institution représentative et les politiques se réunissent pour définir la stratégie sur 5 ou 6 ans des problématiques liées à l'IAE et dans un second temps rencontrer les opérateurs car les difficultés qu'ils rencontrent sont directement percutés sur les collectivités. En partenariat avec l'Etat, confronter nos propositions sur l'IAE pour dégager un plan sur une durée déterminée qui permettrait d'accompagner.

Anticiper ainsi la création de la Collectivité unique permettrait que le monde de l'insertion arriverait dans les deux années à venir avec des stratégies qui tout naturellement va poser les problématiques que nous rencontrons au quotidien et nous permettre de rentrer dans un autre processus, sans avoir de temps de latence entre le temps où la collectivité va se créer, avec certainement des problématiques autres. La question de l'IAE risque de ne pas se poser au même rythme que les urgences qui vont se poser à la Collectivité.

Monsieur Jean GUILLAUME, *Directeur Général des Services, Ville du Lamentin*
Il est nécessaire que les politiques publiques aient une prise de conscience d'anticipation du développement économique et d'un partenariat plus fort. Les politiques publiques que nous mettons en œuvre dans le cadre de l'insertion seront vouées à l'échec si les profils ne correspondent pas aux attentes.

Mme TOUATI (Préfecture)
Je voudrais alerter sur la montée progressive du chômage des séniors, notamment sur l'arrondissement du Centre. Nous avons aujourd'hui plus de 13% des seniors en demandeurs d'emploi. C'est un chômage qui est de longue durée et donc très vite qui on va venir charger les rangs du Plie à termes. Nous devons ensemble créer et innover dans les réponses à apporter à ce public.

Réponse du Plie de LA CACEM
Nous avons pu analyser ces données dès le début de l'année puisque nous avons inscrit dans notre programmation 2 référents de parcours spécifiques pour les publics séniors en plus d'une prestation spécifique d'activation vers l'emploi. Il y a une prise en main particulière, ce sont des personnes qui ont de l'expérience et qui doivent être abordés de façon différente des jeunes.

Participant
Beaucoup d'associations de quartiers prioritaires qui portaient des chantiers d'insertion baissent les bras face aux Qu'est-ce que cela sous-entend au niveau de la Dieccte quand on parle La question est de savoir on Sortir de quartiers prioritaires est comme une stigmate dont on peut se défaire sans avoir les moyens Est-ce que la Dieccte est prête à qu'on est prêt à fléchir les contraintes administratives, il faut qu'on ait les moyens de répondre à des situations qui sont explosives,

Contraintes et difficultés

- Contexte économique et social
- Emploi pour tout le monde ?
- Partenariats?
- Concurrence
- Recherche de financements
- Quelle vision commune?
- Multiplication des diagnostics des partenaires et acteurs
- Quel espace de confiance?
- Adaptation des dispositifs aux réalités sociales du territoire
- Quels domaines d'intervention non explorés
- Logique de guichets des bénéficiaires qui sont avertis des aides possibles
- Nombreux outils et non articulation, quelle boite à outils commune
- Manque de lisibilité et visibilité des outils existants en matière d'insertion
- Mobilité
- Problème d'addictions d'où réadaptation de l'offre de service
- Urgence à intervenir
- Meilleure connaissance des publics à accompagner
- Beaucoup de constats existants: difficultés à travailler en partenariat
- Des associations portaient des chantiers d'insertion dans la proximité mais de moins en moins d'assoc existantes
- Financement des opérateurs de plus en plus compliqué!

- Exigence de recruter des personnes du territoire dans le cadre d'opération économique:
- Initiative privée/élus: organisme d'insertion
- Anticipation des formations, préparation des personnes
- Réponse: Un opérateur existant: le GEIQ hôtellerie/ restauration
- Programme spécifique: problématique du financement
- Impliquer des tuteurs d'entreprises
- Dans le cadre d'un plan tourisme en transition
- Partenariats larges:
- Formation approche culturelle
- Recherche d'emploi à court terme par les jeunes
- Familles monoparentales
- Déception face aux faibles résultats
- Pas de référents travailleurs
- Enchainement des contrats précaires
- Scepticisme
- Marché du travail très tendu: temps partiel et précaire
- Schéma propre des structures et organismes
- Manque de soutien financement collectivités et etat
- Enchainement des contrats précaires
- Impossibilité de plein emploi
- Discours réaliste sur la création d'entreprise auprès des jeunes
- Des jeunes qualifiés : qualification!!! Qui répondent aux travaux

Perspectives et attentes

- Plan d'actions partagé
- Diagnostic en commun
- Rapprochement développement économique
- Creuser expériences Saint Joseph/ Schœlcher et expériences passerelles avec activité économique
- Actions sur mesure en direction des jeunes des quartiers les plus éloignés
- Territorialisation : aller dans la proximité répondant à la complexité du contexte d'intervention (CUCS)
- Meilleure connaissance des publics pour identifier notamment ceux les plus éloignés (MILCEM, PLIE,..
- Des réponses à adapter aux différents publics: innovation PV
- Croisement des informations dans le bon timing
- Pas de connaissance attentes monde économique
- Pertinence de l'échelon ville en l'articulant avec les autres échelles: recherche de cohérence
- Changement d'échelle avec la coll unique: réorganisation des modes d'intervention et représentations politiques
- Mise en place de tableau de bord annuel: pour affiner les plans d'actions
- Importance de la complémentarité des outils
- Elaborer une vision partagée de l'IAE avec les différentes collectivités et opérateurs: priorisation sur plusieurs années
- Les outils financiers nécessaires pour élaborer des projets et répondre aux difficultés que les structures rencontrent
- Plan d'actions en commun: Anticipation de la collectivité unique
- Quelle PRIORISATION?
- Lien avec le développement économique
- Intérêt pour l'insertion ou non par décideur: financement
- Pertinence de l'échelon ville en l'articulant avec les autres échelles: recherche de cohérence
- Lien avec le développement économique
- Intérêt pour l'insertion ou non par décideur: financement

- Changement d'échelle avec la coll unique: réorganisation des modes d'intervention et représentations politiques
- Mise en place de tableau de bord annuel: pour affiner les plans d'actions
- Importance de la complémentarité des outils
- Elaborer une vision partagée de l'IAE avec les différentes collectivités et opérateurs: priorisation sur plusieurs années
- Les outils financiers nécessaires pour élaborer des projets et répondre aux difficultés que les structures rencontrent
- Plan d'actions en commun: Anticipation de la collectivité unique
- Priorisation jeunes mais aussi des plus âgés plus de 50 ans: chômage longue durée
- Priorisation insertion: Anticipation du monde économique
- Concordance profil des personnes et activités éco
- Travail en partenariat dès la conception des projets
- Existence ou non d'un projet de ville: axes!
- Exple du Lamentin!
- Meilleure connaissance du milieu entrepreneurial et ses contraintes
- Pas de discours commun auprès des jeunes
- Importance de la mobilité des jeunes, préparation et de l'ouverture au monde
- Identifier les domaines non encore explorés
- Attente forte: Des financements FSE non utilisés!
- Démarche méthodologique: pour s'appuyer sur nos atouts
- Décliner la démarche en commun : Plan d'actions
- Une expérience à capitaliser : leader Price MILCEM:
- En termes d'anticipation, Exple Centre commercial sur le Nord: Identifier les besoins en personnel -Repérage de personnes- formation, préparation à l'embauche
- Pas de travail direct (piston) mais préparation à être recruté (sur sa valeur)
- Manque de salariés agricoles 4%
- 4h sur 10 dans le non marchand: secteur tertiaire hypertrophié

Diagnostic de l'insertion sur le territoire de la CACEM

Mr JONCKART (Expert conseil, auteur du diagnostic de l'insertion sur le territoire de la CACEM)

Rappel

- Superficie 171km²
- 168 000 habitants
- Territoire le plus dynamique et attractif de l'île
- Premier pôle de concentration de la population et de l'emploi
- Concentration de la majeure partie des emplois, des infrastructures, et administrations.
- 17 500 établissements
- 54% des établissements de l'île.
- Fort de France et le Lamentin: 85% des établissements du territoire

	Nb Communes	Habitants	Superficie	Densité
CACEM	4	168 000	171 Km²	982 hab/ km²
CAESM	12	119 000	409 Km²	292 hab/ km²
CCNM	18	110 000	548 Km²	202 hab/ km²

Des difficultés d'insertion et de retour à l'emploi

Des publics en grande difficultés, en voie d'exclusion, voire de marginalisation:

- Déception face aux faibles résultats des multiples dispositifs
- Concentration de personnes en difficultés
- Exemples multiples d'"inactivité réussie"
- Enchainement des contrats précaires
- Écart croissant entre projet de court terme des demandeurs et objectif de moyen et de long terme des professionnels de l'emploi
- Phénomène de « travailleurs découragés »

L'agriculture

•12500 hectares d'espaces ruraux
•sole agricole de 4400 hectares.
•1087 agriculteurs
•1059 exploitations

L'industrie

•1411 établissements
• 49% des industries de la Martinique
•moins de 10% du nombre de structures du territoire.
•56% des industries de la CACEM sont implantées à Fort de France.
•28% sont implantées sur le territoire du Lamentin.

Tourisme – Hôtellerie - Restauration

Plusieurs atouts majeurs pour développer le tourisme d'affaire:

•Proximité de presque toutes les zones industrielles et commerciales de la Martinique

• solutions d'import/export : L'Aéroport International Aimé Césaire,

•le 4eme port de commerce de France, celui de Fort de France.

Les services à la personne

Sur le territoire il existe un fort potentiel pour les métiers liés

•aux services aux personnes âgées,

•aux personnes handicapées

•aux services de confort

Augmentation du nombre de personnes âgées solvables

Engouement de plus en plus marqué pour le paramédical

Regard s croisés sur l'IAE

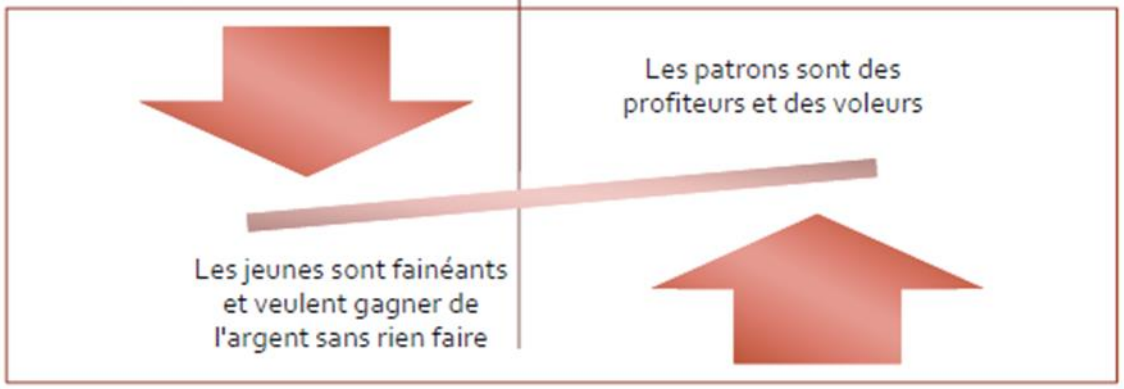
- Les ACI devraient d'avantage s'orienter vers l'amélioration des performances professionnelles, de la clarification du rôle de chaque acteur, de la souplesse, et du rendement, la qualification et la création d'activité.
- Il y a un problème d'institutionnalisation et un phénomène de rigidification des structures mises en place par les institutions pour régler des problèmes.
- Une des conséquences est un contact plus discontinu avec le terrain et ses acteurs, et une logique bureaucratique et de guichet qui s'installe, limitant l'impact de la structure.
- A chaque structure sa vérité en matière d'insertion???

Pistes à explorer

- Agriculture
- Culture, patrimoine, tourisme
- Maintenance Industrielle
- Nautisme
- Services aux personnes

Préconisations

Reconstruire l'esprit d'Entreprise en utilisant le support de l'E.S.S.

Recréer l'esprit d'entreprise, c'est donner envie d'entreprendre aux Martiniquais de manière globale. La création de richesses, l'augmentation de la production, le développement des petites entreprises, et des artisans indépendants sont indispensables à la normalisation du tissu économique de l'île. Les bénéficiaires de l'IAE peuvent être accompagnés . Ils ne doivent pas seulement compter sur l'emploi, pour lequel ils n'ont pas nécessairement les qualifications requises et pour lequels ils entrent en compétition avec des personnes plus aguerries sur le marché de l'emploi.

CHANGER LE REGARD SUR L'AUTRE